



Bien-être et urbanisation en Afrique subsaharienne : le rôle de l'autonomisation des femmes

Issac Danadji

Ecole Normale Supérieure (ENS), N'Djaména_Tchad

Résumé : Cet article se donne pour objectif de mettre en exergue l'apport de l'autonomisation de la femme dans l'amélioration du bien-être en Afrique subsaharienne sur la période allant de 1997 à 2021. Afin d'atteindre cet objectif l'on a fait usage des estimateurs des moments généralisés en système. Nous sommes parvenus aux résultats selon lesquels les variables de l'autonomisation féminine telles que l'autonomisation politique, la participation civile et les lois affectant les opportunités femmes ne garantissent pas à elles seules le bien-être contrairement à la participation des femmes aux parlements. Toutefois, dans un processus d'urbanisation accru, l'autonomisation féminine entraîne des effets positifs. Il est recommandable une promotion de l'autonomisation politique et une participation civile des femmes suivi d'une amélioration des opportunités d'affaires incluant les femmes.

Mots-clés : urbanisation ; Afrique subsaharienne ; autonomisation des femmes.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.7470160>

Published in: Volume 1 Issue 4



This work is licensed under a [Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International License](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/).

1. Introduction

Les données internationales suggèrent que la corrélation positive entre les droits des femmes et d'autres dimensions du développement humain au niveau macroéconomique est alimentée par des effets de causalité dans les deux sens (Doepke et al., 2012). L'autonomisation économique des femmes est de plus en plus au centre de la politique internationale de développement, non seulement comme un moyen de parvenir à une fin, mais comme une fin en soi. Afin d'atteindre plusieurs objectifs de développement, tels que ceux fixés par les Nations unies dans les Objectifs de développement durable des Nations unies, l'autonomisation des femmes est considérée comme un élément clé pour réduire la pauvreté et d'améliorer la santé et le bien-être des générations futures.

L'égalité homme-femme et l'autonomisation des femmes sont en soi des objectifs de développement ; les deux objectifs sont essentiels pour la promotion d'un développement durable, en particulier en Afrique. Le taux de croissance moyen annuel du continent, qui est d'environ 5,8%, reste nettement inférieur au taux de 7% qui est nécessaire pour réduire la pauvreté de moitié, si l'on veut atteindre la cible de l'OMD se rapportant à la pauvreté. Pour réaliser une croissance économique plus forte, il faudrait promouvoir et mettre en œuvre avec succès des programmes et des interventions visant l'égalité homme-femme et l'autonomisation sociale, économique et politique, en ciblant de manière spécifique

les femmes. Veiller à ce que les femmes aient accès à l'éducation et à la formation, à des moyens de production, notamment à la terre, au crédit, aux techniques qui permettent de gagner du temps, constitue une condition sine qua non pour parvenir au taux de croissance annuel de 7% que requiert la réalisation des OMD en Afrique.

Bien que pour Kabeer (1999), l'autonomisation renvoie à un accroissement de la capacité des femmes à faire des choix stratégiques à travers les notions de ressources, d'agence et de réalisations, Duflo (2012), souligne qu'elle permet l'amélioration des capacités des femmes à accéder aux composantes du développement. Sundström et al. (2017), définissent l'Autonomisation Politique des Femmes comme un processus d'accroissement des capacités, des choix plus importants, une participation à la prise des décisions sociétale et l'existence d'une relation d'agence.

Le rythme de l'urbanisation en Afrique est sans précédent, du fait de l'essor démographique qui amplifie l'installation des ménages et notamment des jeunes en milieux urbains (CEA, 2017). À titre illustratif, le taux d'urbanisation est passé de 13% en 1950 à 38% en 2000, pour atteindre 50% en 2015 et estimé 60% d'ici 2050 (BAFD/PNUD/CEA, 2017 ; ONU-HABITAT, 2010). Selon l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économique (OCDE, 2020), le nombre d'agglomération est passé de 618 en 1950 à 3271 en 1990 pour atteindre 7617 en 2015. La distance entre les agglomérations est passée de 58 kilomètres en 1950 à 20 kilomètres en 2015, et continue à se rétrécir.

L'Afrique est aujourd'hui la région qui connaît le taux de croissance urbaine le plus élevé au monde. La population urbaine de l'Afrique subsaharienne représente aujourd'hui 41,25 %, avec un taux de croissance de 4,5 % par an. En 2015, la population urbaine de l'Afrique était de 567 millions de personnes, contre 27 millions en 1950. D'ici 2050, les villes africaines devraient abriter 950 millions d'habitants supplémentaires. Une grande partie de cette croissance se produit dans les villes de petite et moyenne taille. La transition urbaine en Afrique est porteuse de grandes opportunités ; elle pose également des défis majeurs. Mais les agglomérations urbaines africaines se développent généralement sans bénéficier de politiques ou d'investissements à la hauteur de ces enjeux (OCDE 2020 Dynamique de l'urbanisation en Afrique).

La transition urbaine en Afrique pose implicitement le problème de résilience et, du défi de faire des villes des pôles de croissance inclusive et durable. Bairoch (1996) qualifiait d'inflation urbaine, la croissance urbaine qui s'est réalisée sans développement économique, sans industrialisation et sans augmentation de la production agricole dans les pays en développement. L'Afrique, s'urbanise sans transformation structurelle mais avec une croissance déprimée. La forte urbanisation est l'illustration de la théorie du vote par les pieds, développée par Tiebout (1956), en ce sens qu'elle résulte d'une fourniture sous optimale d'offre de biens et services publics dans une localité. Elle résulte d'une migration inégalitaire, qui réduit la participation des populations à la création de richesses et à la croissance économique que l'Afrique expérimente depuis le début de la décennie 2000. Aussi, l'émergence d'une classe moyenne urbaine favorise l'exode rural. L'urbanisation est généralement considérée comme un indicateur de développement et de création de la richesse.

Armatya Sen (1990), soulignait que la participation économique, politique et sociale des femmes est aujourd'hui la force la plus importante pour le développement. La problématique de l'urbanisation par l'autonomisation des femmes est récente et alimente des controverses. En dépit du contexte actuel marqué par un essor démographique à dominance féminin, le rôle de l'autonomisation des femmes dans l'urbanisation de l'Afrique reste vain. Bien qu'intégrer le droit des femmes à l'urbanisation reste une nécessité, les relations entre les femmes et les villes ont été récemment prises en considération et, remises en cause dans l'élaboration des politiques nationale, régionale et internationale. La prise de conscience des disparités féminines dans les contextes urbains a conduit à un réexamen de l'organisation et de l'aménagement du territoire.

La littérature identifie deux groupes de facteurs déterminant l'urbanisation. D'une part, les déterminants traditionnels, tels la migration, l'essor démographique, l'industrialisation, les ressources naturelles

(Ebeke et Etoundi, 2017). D'autre part, les déterminants modernes tels le Partenariat-Public-Privé, la qualité des institutions les TIC et l'autonomisation des femmes (Hong et Thakuria, 2018). Bien que l'effet de l'autonomisation des femmes soit peu investigué, un consensus émerge dans la littérature. Se situant dans le prolongement de ce cadre théorique et empirique, l'objectif de cet article qui en constitue d'ailleurs son originalité est d'examiner l'impact de l'autonomisation des femmes sur l'urbanisation en Afrique. L'étude contribue à la littérature de trois manières.

D'abord, l'Afrique connaît une urbanisation rapide sans précédent, donc le taux est estimé à 60 % d'ici 2050, compte tenu de son essor démographique et des réformes visant l'industrialisation, l'amélioration qualitative et quantitative des infrastructures. Toutefois, la prise en compte du genre induit implicitement la problématique de l'urbanisation en Afrique. Ensuite, l'Afrique continue de répondre favorablement aux appels mondiaux à travers les actions sur les villes et les communes durables par des politiques inclusives visant à atténuer l'urbanisation anarchique. Enfin, la dynamique de l'urbanisation de l'Afrique offre une perspective nouvelle qui concourt à l'Agenda 2063 de l'Union africaine pour la transformation de l'Afrique, à l'ODD 11 « Faire des villes et des établissements humains des lieux inclusifs, sûrs, résilients et durables » et au nouvel Agenda urbain d'ONU-HABITAT.

Le renforcement de l'autonomisation des femmes est un thème central de la pratique et de la théorie du développement depuis plus de trois décennies. La reconnaissance des droits des femmes en tant que droits de l'homme et la compréhension du rôle crucial des femmes dans le processus de développement en sont les fondements. En effet, une littérature importante et croissante a identifié les liens entre l'autonomisation des femmes et les objectifs de développement. Empiriquement, les liens entre l'autonomisation des femmes et le développement couvrent une variété de domaines et incluent des améliorations de la santé maternelle (Bloom et al, 2001 ; Gupta, 1996), l'éducation des enfants (Hatlebakk & Gurung, 2016) et la santé et la nutrition des enfants (Carlson et al, 2015 ; Kishor, 2000 ; Pratley, 2016).

Des études transnationales ont mis en évidence une corrélation positive entre les mesures de l'autonomisation des femmes et d'autres dimensions du développement humain (McGillivray, 2005), une corrélation qui est alimentée par des effets causaux dans les deux sens (Doepke, Tertilt, & Voena, 2012).

En ce sens, l'autonomisation des femmes fait partie intégrante du processus de développement. En conséquence, l'un des objectifs du Millénaire pour le développement est de "promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes", tandis que l'un des Objectifs de développement durable est de "parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et des filles". Toutefois, les progrès vers la réalisation de ces objectifs ont été lents : selon les Nations unies, "l'inégalité entre les sexes persiste et les femmes continuent d'être victimes de discriminations dans l'accès à l'éducation, au travail et aux biens économiques".

À la suite de cette introduction, le reste de l'article est organisé en trois sections additionnelles. La deuxième présente une revue synthétique de la littérature. La troisième expose succinctement les différentes étapes de la stratégie empirique adoptée. La quatrième discute des résultats. Une conclusion suggère les recommandations de politiques économiques.

2. Revue de la littérature

La littérature sur l'urbanisation s'organise autour de trois différentes théories à savoir : d'abord La théorie des lieux centraux s'efforce de rendre compte de l'espace et des inégalités de la taille des villes (leur organisation spatiale et hiérarchique) par leurs fonctions économiques (commerce et services). Initialement énoncée par Christaller (1933) et Lösch (1940), elle fut ensuite l'objet d'autres formalisations dans le cadre de modèles développés aussi par des mathématiciens et des économistes. Ensuite, la théorie générale de l'urbanisation développée par Ildefonso-Cedra (2005), présente celle-ci comme un procédé nourri par la pensée utopique et par les utopies du XIXe siècle. Enfin, la théorie de

la modernisation qui marque le monde depuis la fin de la seconde guerre mondiale, traduit le passage du traditionalisme au modernisme à l'image des pays développés (Peemans, 2002). La théorie de la modernisation a été éminemment soutenue par le Gouvernement américain pour s'attirer la sympathie de nouveaux États du Tiers-monde qui venaient d'accéder à l'indépendance, et servira ainsi à l'extension du capitalisme contre le socialisme (Chuanqi, 2012).

Les effets de l'autonomisation des femmes sur l'urbanisation font émerger deux théories. D'une part, la théorie des capacités de Sen (1985) qui souligne que le développement devrait être évalué en termes de capacités individuelles, qui prend en compte le genre. D'autre part, la théorie du féminisme développée par Kenney (1996), illustre la manière dont les institutions politiques consolident les droits des femmes. Empiriquement, quelques travaux ont montré que l'autonomisation des femmes concourt à l'urbanisation.

Jones et Dunlap (1992), Stern et al. (1993), Blocker et Eckberg (1997) ont établi que les femmes concourent à une urbanisation moderne, du fait de leur disponibilité à s'engager dans le paiement des taxes liées aux nuisances sonores et olfactives qui entravent l'environnement urbain. Similairement, Zelezny et al. (2000), Hunter et al. (2004) ont trouvé que les femmes par leur engagement politique, sont plus propices à une urbanisation durable, du fait des priorités accordées en matière d'amélioration du bien-être, et des actions liées à la préservation de l'environnement. Panday (2008) a trouvé que la participation des femmes au Parlement rend les politiques publiques inclusives, favorise les initiatives pacifique, productive et moins corruptibles, concourant ainsi au développement urbain. Duflo (2012) souligne que l'autonomisation des femmes, densifie leur droit, consolide leur éducation, font d'elles des responsables sociale, économique et politique, donc les décisions concourent au développement rural et urbain. Denen et al. (2014) ont trouvé que l'autonomisation des femmes accroît l'urbanisation inclusive au Nigeria. Xu (2015), Wan et al. (2017) sont parvenus au résultat que la participation politique des femmes en stimulant la croissance économique, concourt à la modernisation des villes.

Selon les travaux de Wilson 1991, Kendal 2008, Ityavyar 2002, Okpeh et Pam Sha 2007, Akanji 2007 l'impact sur l'urbanisation est que les femmes et les hommes vivent la vie urbaine différemment. La ville étant considérée comme un espace sexuel dans lequel les femmes, en fonction de leur désirabilité sexuelle et de leur accessibilité, sont classées comme prostituées, tentatrices" ou femmes vertueuses ayant besoin de la protection des hommes ou des policiers. Certains groupes de femmes estiment cependant que la solution à la vulnérabilité des femmes en ville ne consiste pas à leur offrir une protection, mais plutôt à changer la perception des hommes et du public selon laquelle les femmes sont et peuvent être traitées comme des objets sexuels en raison de l'impersonnalité de la ville.

Selon Iliya (2007), le système patriarcal en ville n'est pas très différent de celui des zones rurales ou suburbaines. Les femmes sont encore marquées par le statut de citoyenne de seconde zone, la pluralité des enfants, la dépendance à l'égard des hommes pour l'accès à l'éducation de base, la génération de revenus, les activités récréatives, pèsent sur les femmes urbaines et constituent une menace pour leur santé. Illiya (2007) déplore les préjugés dans les organisations et les lieux de travail qui empêchent les femmes d'atteindre leur plein potentiel.

Schaefer (2008) dénonce le "plafond de verre" qui continue à empêcher les femmes d'accéder à des postes professionnels ou à des postes de direction. Il attribue les effets de ce plafond de verre principalement aux craintes et aux préjugés des hommes qui pensent que l'inclusion des femmes dans les cercles de direction menacera leur pouvoir et leur sentiment de supériorité. Les femmes qui tentent d'atteindre le sommet sont souvent considérées avec hostilité comme trop ambitieuses afin d'acquérir une identité propre. Schaefer (2008) considère que les femmes s'efforcent de changer, sans qu'il y ait un changement correspondant dans la perception positive par la société du rôle des femmes et de leur contribution active au processus d'urbanisation par le biais de leur travail rémunéré et non rémunéré.

Selon Tacoli (2013), l'urbanisation est une arme à double tranchant pour les femmes, elle est souvent associée à l'indépendance et d'opportunités, mais les femmes subissent un risque élevé de violence et des contraintes en matière d'emploi, de mobilité et de leadership qui reflètent de profondes inégalités de genre, même si les relations de genre sont transformées par l'économie, les changements politiques et sociaux. Les femmes apportent une contribution importante à leur foyer, à leur quartier et à la ville grâce à leur travail rémunéré et non rémunéré.

Les femmes apportent une contribution importante à leur foyer, à leur quartier et à la ville par leur travail rémunéré et non rémunéré, mais elles sont toujours confrontées à des inégalités persistantes en termes d'accès à un travail décent, Mais elles sont toujours confrontées à des inégalités persistantes en termes d'accès à un travail décent, de sécurité personnelle, de biens financiers et physiques, ainsi que de représentation dans les structures formelles de gouvernance urbaine. Tacoli (2013) exprime son malaise quant au rôle ambivalent de l'emploi rémunéré dans la promotion de relations plus égalitaires entre les sexes. Le rôle des femmes dans l'amélioration de l'infrastructure et des services dans les quartiers à faibles revenus et la contrainte à laquelle elles sont confrontées pour obtenir la reconnaissance de leur travail.

Dans son étude (2012) sur " l'urbanisation, le genre et la pauvreté urbaine : travail rémunéré et travail de soin non rémunéré en ville ", Tacoli a souligné le lien entre la mobilité des femmes en ville et une variété d'activités du lieu de travail à la course à l'école, en passant par les marchés ; contrairement aux hommes, qui se déplacent souvent de leur domicile à leur travail, en passant par les centres de relaxation. Les femmes portent le fardeau d'équilibrer le temps consacré au travail rémunéré et la responsabilité domestique... en même temps, elles sont confrontées à un harcèlement constant, à la violence physique, une charge de travail excessive, qui agissent comme des restrictions sur les performances des femmes, leur mobilité et leur droit à l'espace urbain.

Les femmes sont considérées comme plus autonomes lorsqu'elles prennent ces décisions seules et les moins autonomes lorsque leur mari prend seul ces décisions. Plusieurs articles (Allendorf, 2007, 2010 ; Furuta et Salway, 2006 ; Lépine, 2012 ; Mistry et al., ont montrés que les indicateurs d'autonomisation sont positivement corrélés avec les résultats de santé tels que l'accès aux soins prénatals, l'accouchement à l'hôpital, la nutrition des enfants ou la vaccination contre les maladies infectieuses courantes. Cependant, ces preuves sont principalement concentrées sur le sous-continent indien, et l'attention est entièrement portée sur des indicateurs de santé spécifiques.

3. Méthodologie

3.1 Modèle et technique d'estimation

$$\begin{aligned} Well_Being_{it} = & \alpha_0 + \alpha_1 Well_Being_{it-1} + \alpha_2 gdp_cap_{it} + \alpha_3 Infl_{it} + \alpha_4 OpenC_{it} + \alpha_5 Urban_{it} \\ & + \alpha_6 Women_PoEm_{it} + \alpha_7 Women_civilP_{it} + \alpha_8 ParliamentsS_{it} \\ & + \alpha_9 Women_Bus_{it} + \alpha_{10} FinDev_{it} + \varepsilon_{it} \end{aligned}$$

Avec $Well_being_{it}$ l'indice de bien-être calculé à partir des indicateurs tels que le niveau du revenu, l'espérance de vie, le taux de scolarisation et l'accès à l'électricité de chaque pays de l'échantillon à une période donnée. Le taux de croissance du PIB par tête du pays i à la période t est défini par la variable gdp_capita_{it} . $Infl_{it}$ est l'indice des prix à la consommation. La variable $OpenC_{it}$ est le degré d'ouverture commerciale mesuré par la somme des exportations et importations en valeur rapportée au PIB du pays à la période considérée. $Urban_{it}$ est la taux d'urbanisation mesuré par le taux de croissance de la population urbaine dans les pays de l'échantillon à la période t . IDE est la part des investissements directs étrangers dans le PIB. $Women_PoEm_{it}$, $Women_civilP_{it}$, $ParliamentS_{it}$, $Women_Bus_{it}$ sont le

groupe des variables de l'autonomisation de la femme. Pol_empow_{it} est défini par l'autonomisation politique des femmes. $Women_civilP_{it}$, $ParliamentS_{it}$, $Women_Bus_{it}$ sont respectivement les variables définies par la participation civile des femmes, le nombre de sièges occupés au parlement et l'indice des lois et règlements affectant les opportunités féminines.

3.1.1 Sources de données et statistiques

Les données utilisées dans le cadre de cette étude découlent de la WDI (World Development Indicators) sur la période allant de 1997 à 2021. Les données de cette base ont permis de déterminer l'indice de bien-être.

Le tableau ci-dessous ressort les statistiques descriptives des variables de l'étude. La moyenne du pib par tête est de 1407\$ pour un minimum de 102\$. Le taux d'inflation ou l'indice des prix à la consommation est de -9,6 point au minimum. En moyenne ce taux atteint un pic de 12 points. L'ouverture commerciale matérialisée par la part des importations et des exportations dans le PIB est estimé en moyenne à 62%. L'indice de l'autonomisation politique est en moyenne de 0,06 alors qu'en moyenne 16% des femmes siègent au parlement dans l'échantillon considéré. Quant à l'indice du score des lois et des règlements affectant les opportunités d'affaire des femmes est en moyenne de 61 point dans un intervalle de 1 à 100. Le taux d'urbanisation dans l'échantillon des pays d'ASS étudiés est en moyenne de 3,82% alors qu'il a atteint un maximum de 88%. Les investissements directs étrangers couvrent en moyenne 0,8% du PIB. La part du crédit à l'économie matérialisant le développement financier atteint en moyenne 14%. En outre, il ressort que le crédit à l'économie a atteint au moins 80% comme pic maximal dans les pays de l'échantillon. L'indice de bien-être en moyenne très faible estimé à 0,000075 dans les pays de l'ASS a pour maximum un niveau de 2,6.

Variable	Obs	Mean	Std. Dev.	Min	Max
Gdp_capita	793	1407.458	1799.591	102.598	10809.685
Inflation	748	12.698	41.913	-9.616	557.202
Openness	702	0.622	0.408	0	3.538
Women_PoEm	775	0.067	0.009	0.035	0.086
Women_civilP	775	0.921	0.184	0	1
ParliamentS	745	16.429	11.688	1.205	63.75
Women_Bus	800	61.707	14.218	25.625	88.125
Urban	800	3.824	1.347	-.224	15.713
IDE	636	0.88727	6.598223	-32.23268	89.23302
FinDev	744	14.577	11.873	0	84.052
Wellbeing	800	0	0.73	-2.01	2.69

Source : auteur

4. Résultat

De manière statistique, la forte croissance du taux de la population urbaine agit négativement sur le bien-être en ASS. En outre, en présence de l'accès aux crédits domestiques dont les effets agissent positivement sur le revenu par tête permet d'améliorer positivement le bien-être dans les pays d'ASS. L'autonomisation de la femme quant à elle est négativement corrélée au bien-être. La participation des femmes dans les affaires civiles, la détention des sièges au parlement et les lois affectant les opportunités des femmes sont positivement corrélées au bien-être.

Tableau 2 : tableau de corrélation

Variables	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
(1) wellbeing	1.000										
(2) Urban	-0.040	1.000									
(3) finDev	0.314*	-0.169*	1.000								
(4) Openness	-0.046	-0.101*	-0.021	1.000							
(5) Inflation	-0.09*	-0.007	-0.128*	0.066	1.000						
(6) Gdp_capita	0.463*	-0.178*	0.452*	0.10*	-0.9*	1.000					
(7) IDE	-0.022	0.022	-0.036	0.12*	-0.01	-0.01	1.000				
(8) Women_PoEm	-0.33*	0.053	-0.288*	0.007	0.026	-0.3*	-0.03	1.000			
(9) Women_civilP	0.180*	0.008	0.294*	0.12*	-0.2*	0.15*	-0.05	-0.8*	1.000		
(10) ParliamentS	0.236*	-0.100*	0.368*	-0.2*	0.044	0.15*	-0.04	-0.2*	0.13*	1.000	
(11) Women_Bus	0.239*	-0.101*	0.444*	-0.06	-0.2*	0.10*	0.045	-0.2*	0.43*	0.38*	1.000

*** $p < 0.01$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.1$

Le tableau 3 ci-dessous ressort les résultats des effets de l'urbanisation et des variables de contrôle sur le bien-être en ASS. La croissance de la population urbaine améliore le bien-être des populations des pays de l'ASS. En effet, une hausse de 1% de taux d'urbanisation améliore de plus de 1 point l'indice de bien-être. Effets significatifs au seuil de 1%.

Tel qu'attendu, l'accès aux financements bancaires ou le développement financier ainsi que le revenu par tête influencent positivement le bien-être dans l'échantillon des pays considérés. De manière relative la hausse de l'accès au crédit par le secteur privé améliore le bien-être de 0,02 point dans le même sens que la hausse du taux de croissance par tête. Ainsi une hausse de 1% du PIB par tête augmente marginalement à 0,0007 point le bien-être. Ces résultats corroborent celui obtenu par McGillivray (2005), qui a mis en évidence une corrélation positive entre les mesures de l'autonomisation des femmes et d'autres dimensions du développement humain.

Dans sa logique normale, les échanges commerciaux conditionnent positivement le bien-être en ASS. La hausse des revenus des importations et des exportations des biens et services dans la production intérieure influencent positivement et significativement au seuil de 5% le bien-être. Pour une augmentation de 1% de l'ouverture commerciale améliore de 0,08 point le bien-être.

La hausse des prix à la consommation des biens et services affecte le bien-être des populations en ASS. En effet, l'augmentation des niveaux des prix de 1% réduit significativement au seuil de 5% le bien-être de 0,001 point. La hausse du niveau généralisé des prix entraîne une

dégradation du revenu des ménages, susceptible de financer la scolarisation et à garantir l'accès à l'électricité.

Les investissements directs étrangers (IDE) n'améliorent pas le bien-être du fait de leur faible proportion dans le produit intérieur brut. Les IDE via plusieurs canaux tels que l'industrialisation ou encore les institutions affectent positivement la croissance économique et par transitivité le bien-être. La constatation des effets négatifs peut être expliquée par la détérioration ou le faible niveau des variables mis en évidence. De manière théorique, la qualité des IDE et leurs orientations peuvent être l'une des causes expliquant les effets néfastes obtenus pour le cas des échantillons étudiés.

Tableau 3 : effets de l'urbanisation sur le bien-être

	(1)
L.Wellbeing	.268*** (.026)
Urban	1.117*** (.097)
finDev	.022*** (.003)
Openness	.086** (.041)
Inflation	-.001** (.001)
Gdp_capita	0.0007*** (0.000)
IDE	-.003* (.002)
Constante	-4.791*** (.348)
Observations	536
Instruments	29
Countries	30
AR(1)	.095
AR(2)	.588
Hansenp	.535

Standard errors are in parentheses

*** $p < .01$, ** $p < .05$, * $p < .1$

Les précédents résultats ont montré une influence significative de croissance de la population urbaine sur le bien-être. L'objectif de ce travail étant de mettre en évidence dans quel cas l'autonomisation des femmes pourrait créer un cadre favorable à l'amélioration du bien-être dans les pays de l'ASS. Le tableau 4 suivant met ainsi en exergue les effets des différents indicateurs de l'autonomisation de la femme. Les résultats respectifs sont assortis dans les colonnes (1) et (2) pour l'autonomisation politique et la participation civile des femmes. Quant aux tableaux (3) et (4), ils ressortent les effets des canaux tels que les sièges occupés par les femmes au parlement et les lois/règlements affectant les opportunités d'affaires de ces dernières.

Le contrôle des effets de l'autonomisation politique des femmes dans les zones urbaines (colonne 1) permet de conclure que pour une hausse de 1% d'autonomisation des femmes impactent positivement au seuil de 1% le bien-être dans les pays de l'ASS. La participation des femmes dans les zones urbaines permet de garantir le bien-être au détriment des autres zones. De manière mitigée sous contrôle de l'autonomisation, le taux de croissance de la population (variable urbanisation) et les IDE affectent négativement le bien-être. Une hausse de 1% des IDE et du taux de croissance de la population urbaine réduisent respectivement de 3,2 points et 0,026 point le niveau du bien-être.

Le cas du contrôle de l'indicateur d'autonomisation de la femme telle que la participation civile dans le milieu urbain affecte positivement le bien-être dans l'échantillon des pays considérés. Résultat significatif au seuil de 5%. Pour une augmentation de 1,016 point du niveau du bien-être, correspond à une forte participation à la hausse des femmes dans les activités civiques des zones urbaines à au moins 1%. Le contrôle de la participation civile laisse par contre un aspect mitigé des effets de l'urbanisation contrairement au cas précédent. En présence d'une autonomisation civile des femmes, le taux d'inflation et les IDE affectent négativement le bien-être en ASS. Une augmentation de 1 point du niveau des prix et de 1% des IDE entraînent de manière consécutive une baisse du bien-être de 0,002 et 0,03 point. Les effets du taux de croissance par tête demeurent inchangés en comparaison aux résultats du tableau 3.

Du point de la gestion des instances législatives expliquée par les sièges au parlement, la hausse de détention des sièges au parlement par les femmes améliore le bien-être en ASS sans distinction de l'espace géographique. Pour une place supplémentaire en faveur des femmes au parlement peut améliorer efficacement et significativement au seuil de 10% le bien-être à au moins 0,09 point. Le processus d'urbanisation, et la hausse du taux de croissance du PIB par tête impactent positivement le bien-être en présence de l'autonomisation des femmes expliquée par la hausse des places obtenues au parlement. Contre toute attente le développement financier sous le contrôle de l'indicateur d'autonomisation parlementaire influence négativement le bien-être. Cette situation prévaut de même lorsque l'on prend en compte l'apport des lois et règlement affectant les opportunités d'affaire des femmes.

La considération de l'indicateur d'autonomisation à savoir *Women_Bus* ne garantit pas à priori le bien-être. En outre, lorsque l'on met en exergue l'apport de cet indicateur dans un contexte d'urbanisation, il ressort des effets positifs. Ainsi, l'autonomisation des femmes ne peut qu'améliorer le bien-être des populations de l'ASS que dans la dynamique d'une hausse du taux d'urbanisation. Ces résultats sont similaires à ceux obtenus par Allendorf, 2007, 2010 ; Furuta et Salway, 2006 ; Lépine, 2012 ; Mistry et al., qui ont montrés que les indicateurs d'autonomisation sont positivement corrélés avec les résultats de santé. En dépit de la non significativité préalable de l'urbanisation, suite forte croissance de la population urbaine peut entraîner une hausse de la demande de crédit bancaire et donc du taux de croissance du PIB pouvant influencer positivement le bien-être.

Tableau 4 : analyse des canaux d'autonomisation de la femme

	(1)	(2)	(3)	(4)
L.Wellbeing	.557*** (.069)	.568*** (.064)	.102** (.05)	-.407*** (.022)
Urban	-3.429*** (.687)	-.139 (.435)	.566** (.227)	-1.547 (1.237)
finDev	-.012 (.009)	.02** (.008)	-.024** (.012)	.027** (.01)
Openness	.112 (.154)	.296* (.168)	-.091 (.083)	.03 (.111)
Inflation	-.003 (.002)	-.002** (.001)	-.002 (.001)	0.007 (.001)
Gdp_capita	0.00017** (0.00007)	0.00012 (0.00007)	0.00038*** (0.00008)	0.000324*** (0.00006)
IDE	-.026*** (.008)	-.03*** (.005)	.001 (.004)	.006 (.005)
Pol_empow	-258.807*** (37.097)			
pol_empowUrban	64.566*** (10.053)			
Civil_particip		-5.431** (2.301)		
Civil_partUrban		1.016** (.455)		
Women_parliament			.093* (.048)	
Women_ParUrban			-.006 (.014)	
W_Business				-.134* (.075)
W_BusinessUrban				.052** (.021)
Constante	13.743*** (2.614)	1.399 (2.125)	-3.195*** (.782)	1.36 (4.235)
Observations	515	515	509	536
Instruments	27	27	27	28
Countries	29	29	30	30
AR(1)	.001	.003	.095	.067
AR(2)	.611	.572	.861	.433
Hansenp	.37	.294	.492	.4

Standard errors are in parentheses

*** $p < .01$, ** $p < .05$, * $p < .1$

5. Conclusion

Dans ce papier il était question de déterminer l'effet de l'autonomisation des femmes sur le bien être en ASS. Plusieurs variantes de modèle ont été estimées par les estimateurs des Moments

Généralisés en système à partir d'un échantillon de 30 pays d'ASS sur la période allant de 1997 à 2021. Les données de cette base ont permis de déterminer l'indice de bien-être. Les résultats obtenus montrent que l'autonomisation des femmes a un effet positif et significatif sur le bien-être. Nous avons trouvé que l'autonomisation politique des femmes, aussi bien les libertés civiles, la participation à la société civile et la participation politique des femmes accroissent le bien-être en Afrique. Il ressort que l'accès au financement bancaire ou le développement financier et les échanges commerciaux améliorent également le bien-être. De ces résultats, quelques suggestions non exhaustives de politiques économiques peuvent être faites dans le but d'améliorer le bien-être en Afrique notamment la consolidation des stratégies de participation plus active des femmes dans les institutions nationales et locales, ainsi que dans les organisations de la société civile afin de rendre la gouvernance plus inclusive et plus sensible aux besoins de la communauté. En perspectives il sera important de mettre en exergue le rôle de l'autonomisation de la femme sur le bien-être en analysant le canal du développement financier.

Bibliographie

- [1] Bairoch, P (1996), Cinq millénaires de croissance urbaine, in Ignacy Sachs (Dir.), *Quelles villes, pour quel développement ?* Paris, PUF, 17-60.
- [2] Benzitouni, N., & Ghenouchi, A. (2015). Mobilité et structuration urbaine; quels enjeux pour une ville éclatée.
- [3] Blocker, T. J., & Eckberg, D. L. (1997). Gender and environmentalism: Results from the 1993 general social survey. *Social Science Quarterly*, 841-858.
- [4] Bloom, S. S., Wypij, D., & Gupta, M. D. (2001). Dimensions of women's autonomy and the influence on maternal health care utilization in a north Indian city. *Demography*, 38(1), 67-78.
- [5] Carlson, G. J., Kordas, K., & Murray-Kolb, L. E. (2015). Associations between women's autonomy and child nutritional status: a review of the literature. *Maternal & child nutrition*, 11(4), 452-482.
- [6] Christaller, W. (2005). Les lieux centraux en Allemagne du Sud Une recherche économique-géographique sur la régularité de la diffusion et du développement de l'habitat urbain (1933). a. Les textes seuils. *Cybergeo: European Journal of Geography*.
- [7] Chuanqi H. (2012), *Modernization Science: The Principles and Methods of National Advancement*, Berlin: Springer-Verlag.
- [8] Chuanqi H. (2012), *Modernization Science: The Principles and Methods of National Advancement*, Berlin: Springer-Verlag.
- [9] Denen, G. M., Asaju, K., & Bott, H. (2014). Gender and Urbanization in Nigeria. *Mediterranean Journal of Social Sciences*, 5(26), 33.
- [10] Doepke, M., Tertilt, M., & Voena, A. (2012). The economics and politics of women's rights. *Annu. Rev. Econ.*, 4(1), 339-372. doi:10.1146/annurev-economics-061109-080201
- [11] Duflo, E. (2012). Women empowerment and economic development. *Journal of Economic literature*, 50(4), 1051-79.
- [12] Ebeke, C. H., & Etoundi, S. M. N. (2017). The effects of natural resources on urbanization, concentration, and living standards in Africa. *World Development*, 96, 408-417.

- [13] Furuta, M., & Salway, S. (2006). Women's position within the household as a determinant of maternal health care use in Nepal. *International family planning perspectives*, 17-27.
- [14] Gupta, M. D. (1996). Life course perspectives on women's autonomy and health outcomes. *Health Transition Review*, 213-231.
- [15] Hatlebakk, M., & Gurung, Y. B. (2016). Female empowerment and the education of children in Nepal. *The Journal of Developing Areas*, 50(2), 1-19.
- [16] Hong, J., & Thakuria, P. (2018). Examining the relationship between different urbanization settings, smartphone use to access the Internet and trip frequencies. *Journal of Transport Geography*, 69, 11-18.
- [17] Hunter L. M., Hatch A. and Johnson A. (2004), Cross-national gender variation in environmental behaviors. *Society Science Quarterly*, 85(3), 677-694.
- [18] Ildefonso-Cedra (2005), La théorie générale de l'urbanisation. Ouvrage, Éditeur(s) Les éditions de l'imprimeur : Auteur(s) Ildefonso Cerda: Collection : Tranches de villes: Parution: 16/12/2005 Nombre de pages: 230 Format: 16 x 24.
- [19] Ityavyar, D. (2002). Women's Health and Economic Empowerment Initiative in Nigeria.
- [20] Jones, R. E., & Dunlap, R. E. (1992). The social bases of environmental concern: Have they changed over time? 1. *Rural sociology*, 57(1), 28-47.
- [21] Kabeer, N. (1999). *The conditions and consequences of choice: reflections on the measurement of women's empowerment* (Vol. 108, pp. 1-58). Geneva: UNRISD
- [22] Kenney, S. J. (1996). New research on gendered political institutions. *Political Research Quarterly*, 49(2), 445-466.
- [23] Kishor, S. (2000). Empowerment of women in Egypt and links to the survival and health of their infants. in H.B. Presser, G. Sen (Eds.), *Women's Empowerment and Demographic Processes*, Oxford University Press, Oxford (2000), 119–156.
- [24] Lösch, A. (1940). The spatial organization of the economy. *Londres: Encyclopædia Britannica*.
- [25] McGillivray, M. (2005). Measuring non-economic well-being achievement. *Review of Income and Wealth*, 51, 337–364. doi:10.1111/roiw.2005.51.issue-2
- [26] Okpeh, O. O., & Sha, D. P. (Eds.). (2007). *Gender, power and politics in Nigeria*. Aboki Publishers
- [27] Panday, P. K. (2008). Representation without participation: Quotas for women in Bangladesh. *International Political Science Review*, 29(4), 489-512.
- [28] Peemans, J. P. (2002). *Le développement des peuples face à la modernisation du monde*.
- [29] Pratley, P., (2016). Associations between quantitative measures of women's empowerment and access to care and health status for mothers and their children: a systematic review of evidence from the developing world. *Social Science & Medicine*, 169, pp.119-131.
- [30] Sen A. (1985), Well-Being, Agency and Freedom: The Dewey Lectures 1984. *Journal of Philosophy*, (82)4, 169-221.
- [31] Stern, P. C., Dietz, T., & Kalof, L. (1993). Value orientations, gender, and environmental concern. *Environment and behavior*, 25(5), 322-348.
- [32] Sundström, A., Paxton, P., Wang, Y. T., & Lindberg, S. I. (2017). Women's political empowerment: A new global index, 1900–2012. *World Development*, 94, 321-335.
- [33] Tacoli, C. (2012). *Urbanization, gender and urban poverty: paid work and unpaid carework in the city* (p. 48). Human Settlements Group, International Institute for Environment and Development.

- [34] Tacoli, C. (2013). Urban poverty, food security and climate change. *IIED Briefing Paper-International Institute for Environment and Development*, (17149).
- [35] Tiebout, C. M. (1956). A pure theory of local expenditures. *Journal of political economy*, 64(5), 416-424.
- [36] Wan C., Qiping-Shenb G. et Choi S. (2017), A review on political factors influencing public support for urban environmental policy. *Environmental Science and Policy*, 75, 70-80.
- [37] Xu L. (2015), Effects of Female Political Participation on Economic Growth: Evidence from Asian Countries. Master programme in Economics NEKN01 Master thesis (15 credits ECTS) June 2015.
- [38] Zelezny L. C., Chua P. P., Aldrich C. (2000), New ways of thinking about environmentalism: elaborating on gender differences in environmentalism. *Journal of Society Issues*, 56 (3), 443-457.